

LE JAPON
AMBIGU DE
SHINZO ABEÉDITORIAL **M**

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

« Le Japon a exprimé, à maintes reprises, ses sentiments de remords profonds et ses excuses sincères à travers les précédents gouvernements... Une telle position restera inébranlable à l'avenir », a déclaré M. Abe. Dont acte. Une fois cela dit, il a surtout dilué la responsabilité de son pays. Ainsi a-t-il évoqué « l'honneur et la dignité bafoués des femmes » dans ce conflit, sans faire de référence explicite aux dizaines de milliers de « femmes de ré-

confort » contraintes à se prostituer pour l'armée impériale, ce que les Chinois, les Coréens et des historiens japonais considèrent comme un « esclavage sexuel ».

Compte tenu de ses convictions négationnistes, de son héritage familial (son grand-père, Nobusuke Kishi, a été arrêté pour crimes de guerre avant de devenir premier ministre) et du soutien que lui apporte la droite nationaliste, M. Abe a opéré un repli tactique à l'occasion de ce soixante-dixième anniversaire. Pour plusieurs raisons : tenir compte des convictions pacifistes des Japonais blessés par son révisionnisme (comme en témoigne sa chute de popularité dans les sondages) et éviter de courroucer davantage ses voisins, ce que ne souhaitait pas non plus Washington. Pékin a jugé son discours « évasif », tandis que Séoul estime qu'il « laisse à désirer », mais il n'y a pas eu de tollé.

En revanche, M. Abe a été clair sur un point : il ne veut pas « prédestiner les générations à venir à s'excuser pour la guerre ». La fixation du premier ministre et de la droite japonaise sur la question des excuses – comme si celles-ci entamaient la dignité nationale – tend à ca-

cher le fond du problème. Ces excuses sont exigées par la Chine et la Corée, qui manipulent aussi l'histoire en fonction de leurs propres intérêts, parce que le Japon et ses voisins ne sont jamais parvenus, en soixante-dix ans, à avoir une vision harmonisée, sinon partagée, de l'histoire. Et parce que les déclarations de repentir des empereurs ou des premiers ministres sont suivies de tonitruantes « sorties » de figures de la droite japonaises, sans que les gouvernements s'en démarquent fermement. Ces formules excessives, tout comme les visites au sanctuaire de Yasukuni, qui abrite entre autres des sépultures de criminels de guerre, ne manquent pas à chaque fois de faire douter de la sincérité des remords officiels du Japon.

En s'agenouillant devant le monument aux victimes du ghetto de Varsovie en 1970, le chancelier Willy Brandt a-t-il porté atteinte à l'honneur de l'Allemagne et terni son image ? Asservir l'histoire à une reconquête de la dignité nationale qui serait entachée par les exactions qu'on reproche – non sans raison – à l'armée impériale n'est pas la meilleure manière d'apaiser les mémoires. ■

Encadrons l'usage
des robots tueurs

Les systèmes d'armes létaux autonomes suscitent des craintes et des espoirs légitimes. Mais les bannir serait excessif, quand on peut en réglementer l'utilisation

PAR JEAN-BAPTISTE JEANGÈNE VILMER

À défaut d'avoir fait des victimes, les « robots tueurs » ont au moins réussi à déclencher une panique médiatique. La lettre ouverte du 28 juillet appelant à leur interdiction préventive, signée notamment par Stephen Hawking et Noam Chomsky, a eu l'effet escompté.

De quoi parle-t-on ? Des systèmes d'armes qui peuvent sélectionner et traiter des cibles sans intervention humaine. Les ONG et les rares Etats qui demandent une interdiction préventive des systèmes d'armes létaux autonomes (SALA) produisent deux types d'arguments. D'une part, une condamnation de principe : déléguer le choix du ciblage et de l'ouverture du feu à une machine « enfreindrait » la dignité humaine et les hommes auraient le « droit de ne pas être tués par une machine ». D'autre part, une inquiétude liée aux conséquences, notamment en termes de droit international humanitaire (DIH) : comment un robot pourrait-il respecter les principes de distinction (entre un civil et un combattant) et de proportionnalité (entre les dommages causés et l'avantage militaire attendu) ? Ce sont de réelles difficultés mais, puisque les humains eux-mêmes violent fréquemment le DIH, il n'est pas nécessaire que les robots le respectent parfaitement pour avoir une valeur ajoutée : il suffit que leur performance soit meilleure que celle des humains.

C'est ce qu'affirment leurs défenseurs : étant dénués d'instinct de conservation, ils ne seront pas incités à utiliser une force excessive pour se protéger et, dénués de sentiments comme la peur, la vengeance ou la haine, ils commettront moins de crimes. Le SALA pourrait même, par sa présence dans une équipe humaine, pousser les soldats à mieux respecter le DIH : ses capteurs enregistrant leurs actions, il aura un rôle de surveillance.

RÉDUIRE L'IMPACT DES CONFLITS ARMÉS

Quoi qu'on pense de ces espoirs, ils ne sont pas moins légitimes que les craintes que ces machines suscitent. Au devoir de ne pas développer des technologies potentiellement dangereuses s'oppose en effet celui de le faire si celles-ci peuvent réduire l'impact des conflits armés. Le cas échéant, il ne serait pas seulement moral de les utiliser, mais immoral de ne pas le faire. C'est une raison de ne pas les interdire préventivement. Cette prudence impose aussi de réglementer leur usage.

On peut faire les recommandations suivantes. N'utiliser les SALA que dans certains objectifs militaires. La machine n'a pas besoin de savoir distinguer un civil d'un combattant si elle n'est programmée que pour identifier et détruire un tank ou une batterie antiaérienne. Ne l'utiliser que dans certains contextes, où le risque de toucher accidentellement des civils est faible.

Programmer le bénéfice du doute. Face à un imprévu, le SALA pourrait s'arrêter et consulter sa hiérarchie – application de la règle « en cas de doute, ne tire pas ». Conserver la possibilité de désactiver à distance la fonction tir. Poser un principe de subsidiarité : n'utiliser le SALA que dans les situations où l'humain ne peut pas prendre lui-même la décision, soit parce qu'il n'a pas le temps, soit parce que la communication est rompue, etc. L'idée générale reste toujours de maintenir l'homme au cœur de la décision : il n'est dans l'intérêt de personne de créer des machines incontrôlables. ■



Jean-Baptiste Jeangène Vilmer est philosophe et juriste

La chute du dragon | PAR ADRIA FRUITOS



Le jour où Google est devenu cyberpunk

ANALYSE

DAMIEN LELOUP

Ce 10 août, Google est devenu Alphabet. Une opération stratégique en forme de changement de nom : Google va continuer d'exister, mais ne sera plus qu'une filiale d'Alphabet, une holding qui chapeautera le moteur de recherche et tous ses produits liés, mais aussi une myriade d'autres sociétés travaillant à des projets futuristes. On le savait déjà, la mise en place d'Alphabet le montre plus clairement : Google est devenu un conglomérat, avec de multiples filiales et prises d'intérêt dans des domaines variés : publicité, logiciels, systèmes d'exploitation, biotechnologie, intelligence artificielle, automobile.

Dans les années 1980, l'auteur de science-fiction William Gibson a remis au goût du jour un vieux mot japonais pour désigner de gigantesques conglomérats dont les produits envahissent la vie quotidienne et dominent le monde : *zaibatsu*. William Gibson est l'influent fondateur d'un courant entier de la science-fiction : le mouvement cyberpunk, qui se projetait dans un futur résolument proche dominé par des multinationales.

Google – pardon, Alphabet – incarne ces *zaibatsu*. Comme eux, il semble être devenu incontournable dans des secteurs entiers de l'économie de dizaines de pays. Comme les Sense/Net et Maas Biolabs de *Neuromancien*, le roman fondateur du genre, ses projets les plus révolutionnaires – et dont le succès pourrait littéralement changer le monde – touchent à l'humain, à son esprit, à son corps : prothèses, capteurs...

Comme certains *zaibatsu* cyberpunks, Google a aussi sa vision du monde. Fondée dans le but fou d'organiser « toute l'information de la planète », doublée de la promesse de ne jamais « être

mauvais », l'entreprise se tourne désormais vers des recherches ayant un impact sur le monde physique. Et c'est ce qui fait peur. Peur du syndrome de l'apprenti sorcier ; peur d'un géant qui sait presque tout de nos vies privées ; peur, enfin, de voir une société accusée de pratiques anticoncurrentielles et maniant trop efficacement l'optimisation fiscale devenir encore plus incontournable. Il y a aussi, dans ces peurs, une part de fantasmes qui flirte parfois avec la théorie du complot : Google aurait un dessein secret, voudrait remplacer l'humanité par des intelligences artificielles, ou encore « tuer la mort ». Les desseins de Google ne sont pas vraiment secrets, à défaut d'être forcément recommandables : entreprise cotée, elle cherche avant tout à gagner de l'argent, à court ou à moyen terme – la restructuration en Alphabet est d'ailleurs, avant tout, une décision boursière et financière.

CHANGER LE MONDE

Reste le cas particulier des deux fondateurs de Google, Sergey Brin et Larry Page, qui ne cachent pas leur volonté d'aller bien plus loin que la « simple » accumulation de milliards de dollars. Comme la famille Tessier-Ashpool, dirigeant la multinationale du même nom dans *Neuromancien*, ils veulent changer le monde. En bien ? Dans leur idée, certainement. En pratique ? Difficile à dire. Les technologies sur lesquelles travaille Google ont le potentiel, sinon de « tuer la mort », de permettre des progrès spectaculaires dans la médecine et les énergies renouvelables.

Mais si ces progrès sont prisonniers de brevets les rendant inaccessibles aux plus pauvres, ou que leur utilisation est soumise à l'utilisation de produits Google, le risque est grand qu'ils accentuent les fractures Nord-Sud et les inégalités. Ce dont Google est déjà accusé à San Francisco, la ville la plus cyberpunk des Etats-Unis, théâtre de la « trilogie du pont » de William Gibson, et où

l'entreprise a contribué à la hausse des loyers.

Une autre entreprise a incarné dans les années 1980 et 1990 à la fois les craintes du grand public et la révolution technologique : Microsoft, bête noire des libertaires de la technologie, était elle aussi dirigée par un fondateur qui voulait changer le monde. Bill Gates l'a finalement fait « à l'américaine », par le mécénat pour lutter, à grands renforts de chèques, contre les maladies tropicales. Sergey Brin et Larry Page prendront peut-être le même chemin – mais ces mécènes montrent surtout que la recherche fondamentale, dans des domaines aussi cruciaux que les énergies renouvelables ou la santé, est de plus en plus le fait de gigantesques entreprises privées.

La démission des Etats face aux multinationales, c'est justement un thème récurrent de tout le mouvement cyberpunk – dans *Le Samourai virtuel*, Neal Stephenson décrit même des Etats-Unis morcelés, fragmentés en une myriade d'Etats fantômes, chacun contrôlé par une grande entreprise. Faut-il avoir peur d'Alphabet ? Seulement si nous n'avons pas, ou plus, confiance dans la capacité des Etats à fixer les limites de ce qui est acceptable, et d'investir eux-mêmes dans les recherches qui rendront peut-être, demain, nos vies meilleures.

Se méfier de Google ou d'Alphabet est une chose, rejeter en bloc le progrès technologique en est une autre. Dans l'histoire de la science-fiction, le mouvement cyberpunk marque d'ailleurs une étape cruciale à ce sujet. Après le techno-optimisme béat de l'avant-guerre, après la technophobie de la SF contestataire des années 1960, le cyberpunk marquait le moment où la technologie n'était plus considérée comme une force du bien ou du mal, mais comme neutre. Aux humains de déterminer son usage. ■

leloup@lemonde.fr

SE MÉFIER
D'ALPHABET
EST UNE CHOSE,
REJETER
EN BLOC
LE PROGRÈS
TECHNOLOGIQUE
EN EST
UNE AUTRE